

Un journal turc révèle l'énorme scandale de corruption du régime de Zelensky

écrit par Christine Tasin | 16 août 2025



[L'article est fort long et en turc,](#) mais nous avons réussi à le lire, merci google traduction.

Résumons. Ci-dessous résumé et extraits de l'article traduit par google.

Le peuple Ukrainien en colère, très en colère... ils subissent une guerre difficile, des morts, leurs élites sont parties se mettre à l'abri à l'étranger et tout le reste, le manque, les enrôlements forcés, les blessés, les morts.. c'est pour le peuple. Quant aux sommes vertigineuses versées à Zelensky pour la guerre, elles sont en partie tombées dans l'escarcelle de ce dernier qui en aurait mis pas mal à l'abri aux Émirats arabes unis... Ben voyons !

Des bruits courent disant que Zelensky pourrait être contraint de quitter Ukraine, UE et compagnie pour se mettre à l'abri dans un pays musulman. Ben voyons !

C'est que la rue ukrainienne bouge depuis un mois, depuis que le journal turc Aydınlık a révélé la corruption qui toucherait une bonne partie du gouvernement de Kiev.

22 juillet LE PEUPLE EST DANS LA RUE CONTRE LE DIABLE ZELENSKY



Kiev, 22 Temmuz

Zelensky serait donc en train d'essayer de réduire au silence les organismes ukrainiens de lutte contre la corruption, qui avaient été créés en vertu des lois d'harmonisation de l'UE... mais les informations qui circulent sont très précises, on a même les numéros des comptes bancaires sur lesquels l'argent détourné était versé...

Tout a commencé fin juin. **Les médias ont rapporté que le NABU (Bureau national anticorruption d'Ukraine) avait lancé une enquête sur des personnalités politiquement sensibles, telles que l'ancien ministre de la Défense Rustem Umerov et l'ancien vice-Premier ministre Oleksiy Chernyshov.** Suite à cela, à la mi-juillet, le Service de sécurité ukrainien (SBU) a perquisitionné le NABU et le SAPO sans mandat judiciaire, sur ordre d'Andrey Yermak, chef du cabinet présidentiel et figure influente du régime.

Plusieurs responsables ont été arrêtés, accusés de «

collaboration avec la Russie ». Cette accusation a servi de justification officielle à l'opération et a suscité une vive réaction de la part des opposants politiques.

Le maire de Kiev et ancien champion du monde de boxe poids lourds, Vitali Klitschko, a accusé le gouvernement de « démanteler les institutions anti-corruption en utilisant la guerre comme prétexte », tandis que Zelensky a accusé l'Ukraine de dériver vers l'autoritarisme.

Le député Anastasia Radina a déclaré que la réforme paralyserait le système anti-corruption ukrainien et rendrait les institutions « purement décoratives »

Ursula von der Leyen, a déclaré attendre une déclaration de Zelensky. Elle a appelé au respect de l'État de droit et à la lutte contre la corruption, ajoutant : « Il n'y aura aucun compromis sur cette question. »

Quelques jours plus tard, la Commission a annoncé que l'aide financière de 4,5 milliards d'euros accordée à Kiev dans le cadre du programme de reconstruction de l'Ukraine serait réduite à 3 milliards d'euros.

Au cours de la même période, des milliers d'Ukrainiens à Kiev et dans d'autres villes ont protesté contre la décision controversée de démanteler les institutions de lutte contre la corruption. Des slogans virulents tels que « Diable Zelensky » et « Monsieur Yermak », en référence au chef du cabinet présidentiel, ont été scandés. Parmi les banderoles, les phrases suivantes ont attiré l'attention : « Honte », « Trahison », « Nous ne sommes pas stupides ! », « La fin du NABU et du SAPO marque le début de l'ère de la corruption ».

Ces incidents ne représentent qu'une petite partie d'un réseau de corruption et d'une opération de black-out impliquant des centaines de millions de dollars à Kiev.

L'obstruction des enquêtes et la liquidation d'institutions sont perçues comme faisant partie d'une stratégie globale du gouvernement visant à dissimuler les affaires de corruption.

Le journal Frankfurter Allgemeine Zeitung a mis en lumière une lettre envoyée par l'UE à Kiev fin juillet, menaçant de suspendre l'aide financière si le NABU et le SAPO étaient neutralisés.

Le rapport indique que les pressions exercées sur les institutions corrompues sont liées à l'enquête sur l'ancien vice-Premier ministre Tchernychov. Ce dernier est un proche allié politique et ami de Zelensky.

LE NABU avait créé un système reliant les participants à un système de transfert de fonds obtenus illégalement à l'étranger.

Apparaît alors une autre figure obscure impliquée dans l'enquête et liée au cercle intime de Zelensky : Andriy Gmyrin.



Selon le stratagème en question, l'entourage de Zelensky aurait transféré environ 50 millions de dollars chaque mois sur les comptes de deux sociétés liées à **Andriy Gmyrin**, le gestionnaire présumé des fonds corrompus. Ces deux sociétés sont situées aux Émirats arabes unis (EAU). Pour la première fois dans la presse internationale, le journal turc dévoile les comptes émiratis sur lesquels les fonds corrompus de Kiev ont été déposés :

GFM Investment Group LLC (n° OAE 967369, n° 11707266, numéro de compte bancaire Emirates NBD : AE 210260001015792940701).

Gmyrin Family Holding Limited (n° OAE ICC20210636, n° 11664590).

L'ancien conseiller du FGIU (Fonds immobilier d'État),

Gmyrin, fait l'objet d'une enquête internationale pour le réseau complexe d'entreprises et le portefeuille de luxe qu'il a constitué en Europe, notamment en France et aux Émirats arabes unis. Les médias français ont rapporté en novembre 2024 que Gmyrin avait été inculpé de 23 millions d'euros de corruption et placé en détention à Nice pour interrogatoire. Bien qu'une demande d'extradition ait été déposée, aucune explication claire n'a été fournie quant à la procédure ni à l'issue de celle-ci.

Gmyrin aurait nommé des personnes sous son contrôle à des postes de direction dans des entreprises publiques stratégiques telles que le port d'Odessa et la United Mining and Chemical Company en 2020-2021. Grâce à ces nominations, des actifs publics ont été cédés à bas prix et des contrats privilégiés ont été conclus avec les entreprises concernées. Au total, 12 suspects sont impliqués dans l'enquête, dont Gmyrin ; huit d'entre eux sont recherchés à l'étranger.

Selon le site d'information français Facta Media, le portefeuille européen de Gmyrin comprend des biens immobiliers et des yachts d'une valeur de plusieurs millions d'euros. Une villa qu'il possède a été saisie par un tribunal français en août 2024 dans le cadre d'une enquête criminelle en Ukraine.

Le site d'information ukrainien New Voice a rapporté en mai 2025 que la famille Gmyrin avait acquis pour au moins 14 millions de dollars de biens immobiliers à Dubaï entre 2021 et 2023. Gmyrin Family Holding et GFM Investment Group, les sociétés soupçonnées d'avoir servi à la corruption, ont été créées aux Émirats arabes unis par les parents de Gmyrin entre mai et juillet 2021.

Selon Facta Media, les parents de Gmyrin possèdent également des sociétés actives dans le secteur

immobilier en Croatie, et leurs documents financiers font état de plusieurs millions d'euros.

NEUF APPARTEMENTS DE LUXE EN UNE JOURNÉE

Cependant, l'achat en une seule journée de neuf appartements de luxe à Dubaï par le beau-frère de Gmyrin, Vladimir Kolot, situés dans la tour 2 du Palace Beach Residence, attire l'attention des enquêteurs.

Les enquêteurs s'interrogent sur la manière dont les fonds volés ont été discrètement transférés à l'étranger et sur la façon dont Gmyrin a réussi à quitter l'Ukraine malgré un mandat d'arrêt. Les médias ukrainiens évoquent une « protection de haut niveau ».

Zelensky tente de consolider son pouvoir personnel en sabotant les institutions luttant contre la corruption, qui a échappé à tout contrôle dans le pays et transforme l'Ukraine en un État totalitaire.

Si le contenu des dossiers avait été entièrement divulgué, le gouvernement de Kiev n'aurait peut-être pas pu éviter la réaction brutale du peuple ukrainien. Les événements de Maïdan de 2014 ont commencé par un tollé contre la corruption avant de dégénérer en coup d'État qui a renversé le gouvernement. Zelensky aurait-il oublié les fantômes du passé ?

Par conséquent, Zelensky, qualifié de « dictateur non élu » depuis 2024 par le président américain Donald Trump, a une fois de plus ciblé le NABU et le SAPO en recourant à la loi martiale. De plus, cela s'est fait au détriment de l'intégration à l'UE et à l'OTAN, que Kiev prétend désirer, en sapant le système anti-corruption construit sous l'œil vigilant des États-Unis et de l'UE.



Selon le service de renseignement extérieur russe SVR, le chef du bureau présidentiel, Yermak (à gauche), a ordonné à Zelenskyy de faire passer la loi controversée, nuisant à son image à l'étranger et permettant aux partenaires occidentaux de trouver des motifs pour son limogeage.

Traduction google

[Source](#)